



Pour nourrir le Sénégal,
**misons sur les exploitations
familiales et appuyons les!**

Actualités du CNCR – mars 2018

LE CNCR APPUI 2 PLATEFORMES MEMBRES DU ROPPA A METTRE EN PLACE ET A ANIMER UN DISPOSITIF DE SUIVI DES EXPLOITATIONS FAMILIALES

Sur demande des plateformes de la FUN/Libéria et de la QNCOCPA/Guinée Bissau, le CNCR a animé deux ateliers de renforcement des capacités pour mettre en place un dispositif de suivi des exploitations familiales. Ces ateliers se sont déroulés respectivement en Guinée Bissau du 29 janvier au 02 février 2018 et au Libéria (du 28 février au 07 mars 2018).



La demande a été exprimée suite à l'analyse des apports de ces plateformes dans le cadre du processus de production du rapport du ROPPA sur les exploitations familiales qui a mis en évidence les forces et les faiblesses des dispositifs et pratiques de suivi des EF.

C'est ainsi qu'avec l'appui du ROPPA à travers un projet de renforcement des capacités soutenu par la FAO, la plateforme FUN du Libéria et celle de la Guinée Bissau (QNCOCPA) ont souhaité être accompagnées par le CNCR pour construire progressivement et animer un dispositif de suivi des EF permettant la construction de plaidoyer, l'amélioration des services des OP et l'alimentation de l'Observatoire des EF ;

Cet observatoire demeure parmi les leviers les plus importants du ROPPA car permettant de mieux comprendre les conditions, comportements et stratégies des exploitations familiales Ouest africaines, afin de mieux accompagner leurs transformations.

Ces ateliers qui s'inscrivent dans la logique de cohérence des interventions du ROPPA ont été conduits et animés par le CNCR selon les principes et orientations pédagogiques de l'Université paysanne. Deux types de résultats ont été obtenus :

Premièrement sur le plan technique, les plateformes de la Guinée et du Libéria ont mis en place un comité de suivi des EF pour avoir échangé sur les enjeux et défis du suivi des EF et de l'outil de collecte qui est le bilan simplifié et aussi identifié des actions clés du processus à travers une feuille de route.

Deuxièmement sur le plan pédagogique, les appuis techniques, les élus en charge du processus ont désormais la capacité d'expliquer la logique du bilan simplifié et de ce que l'on peut en dégager comme informations utiles et stratégiques pour l'action et la prise de décisions.

Ainsi les élus et appuis techniques ont l'habileté nécessaires pour administrer l'outil de collecte et analyser les informations utiles et stratégiques pour l'action.

Nous rappelons que ces ateliers constituent une première étape du processus de mise en place et doivent se poursuivre par un accompagnement à travers la pratique en réseau et une autoévaluation pour évaluer et tirer les enseignements.

Les ateliers ont été tenus respectivement dans des périodes de 5 à 6 Jours en Guinée et en Libéria et ont regroupé une vingtaine de personnes pour chaque atelier dont le responsable du ROPPA en charge de l'Université, de deux appuis techniques du CNCR et d'un leader du CNCR.

LE CNCR ACCOMPAGNE LE COLLECTIF DES MAIRES DANS L'ORIENTATION DU PTBA



Avec l'appui technique du CNCR, le Collectif des maires de la zone d'exécution du Programme de Développement Inclusif et Durable de l'Agrobusiness au Sénégal (PDIDAS) s'est réuni le lundi 12 Février à Dakar en vue de formuler leurs observations et recommandations sur le Plan de Travail et Budget Annuel (PTBA) 2018 de ce programme qui a été soumis à leur observation par le PDIDAS en tant que

membres de son comité de pilotage.

A la suite de l'étude de ce document et d'une analyse approfondie de l'état d'exécution du PDIDAS dans leurs localités respectives, les maires se sont réjouis de la prise en charge dans le PTBA de certaines de leurs préoccupations et également des réalisations comme les régularisations foncières, les bureaux fonciers, le recrutement d'agents fonciers, l'élaboration de documents fonciers et les formations.

Toutefois, les maires ont déploré beaucoup de manquements de ce programme tout en espérant leur prise en charge dans le PTBA 2018. Il s'agit entre autres de la réduction critique des assiettes foncières à aménager qui sont désormais autour de 10% des offres foncières. Ils ont également fait part de leurs inquiétudes liées à la lenteur des aménagements et de l'exécution du schéma hydraulique dans un contexte où on est presque à la fin du projet.

Par ailleurs, sur les Fonds à frais partagés, les maires dénoncent de conditions discriminatoires pour les petits exploitants car ce sont les grands exploitants agricoles qui ont bénéficié de 80% de financement pour des superficies allant jusqu'à 100 ha alors que la même somme aurait pu servir pour le financement de 20 petits producteurs en raison de 5ha. Aussi le financement des FFP ne

favorise pas les petits producteurs à cause des conditions fixées : avoir 5ha au minimum, de disposer d'une délibération et avoir une expérience de 3 ans.

Sur un autre registre, les maires du PDIDAS ont formulé des recommandations majeures sur le PTBA 2018. En effet, ils n'ont pas trouvé pertinentes certaines activités très coûteuses dont les montants auraient pu servir à approvisionner davantage les lignes budgétaires qui soutiennent l'information, la concertation et la participation de populations locales et d'assurer des indemnités mensuelles pour les points focaux communaux nommés par les maires pour la facilitation de la mise en œuvre du PDIDAS dans la commune

Pour discuter de ces différents points, les maires proposent au PDIDAS, l'organisation d'une rencontre d'échange sur le Fonds à Frais Partagés et le Fonds d'Accompagnement pour répondre au plus vite aux attentes des populations locales. Ils ont aussi sollicité l'Organisation d'une rencontre sur la prise en charge des préoccupations des éleveurs et une rencontre avec l'Unité de Coordination du programme pour échanger sur le nouveau schéma foncier.

FORMATION DES LEADERS PAYSANS SUR L'HISTOIRE DES OP ET DE LA FILIERE ARACHIDE DANS LE CADRE DU PROGRAMME LSGT

Le CNCR et l'UPA DI ont convenu de la mise à l'échelle du Programme « Les Savoirs des Gens de la Terre » dans cadre d'une approche filière pour apporter une plus-value aux initiatives du CNCR-ASPRODEB dans la filière Arachide.



C'est dans la mise en œuvre de ce programme que le CNCR a organisé du 11 au 14 mars à Kaffrine, un atelier de formation au profit de Vingt-quatre leaders paysans provenant des douze groupements issus des six organisations faîtières associées au programme LSGT-filière et membres du CNCR ou de l'ASPRODEB composés au moins de 50% de femmes.

Cet atelier avait pour objectif de compléter la formation sur le module «Portrait et analyse de groupement/filière » et de dérouler aussi le module « Histoire des OP et de la filière arachide ». En effet, dans le cadre du démarrage du volet LSGT filière Arachide, le CNCR avait déjà organisé du 20 au 23 février 2017 à Kaolack le 1er atelier du Volet II LSGT filière : Solidarité paysanne pour la formation des leaders des 12 organisations de producteurs à la base.

LSGT filière arachide a comme cibles premières les femmes agricultrices qui sont très présentes dans les activités de production, de commercialisation et surtout dans le domaine de la transformation. Ce programme vise globalement à apporter une contribution pour la sécurité alimentaire et le développement économique.

ORGANISATION PAR LE CNCR D'UN ATELIER DE FORMATION SUR L'UTILISATION DE L'INFORMATION SATELLITAIRE POUR LE SUIVI DE LA CAMPAGNE AGRO-PASTORALE



Conscients des enjeux liés à la maîtrise de l'information climatique pour une bonne productivité agricole, le Conseil National de Concertation et de Coopération des Ruraux (CNCR) et le Centre de Suivi Écologique (CSE) ont établi une Convention pour contribuer à la gestion des risques agricoles et à l'amélioration de la gestion des ressources agro-sylvo-pastorales au Sénégal.

C'est dans le cadre de l'opérationnalisation de cette Convention qu'une session de renforcement de capacités a été organisée le 15 mars 2018 au siège du CNCR. Cet atelier a permis de former des leaders paysans et des techniciens du CNCR mais aussi des représentants de structures partenaires de producteurs à l'interprétation de données d'observation de la terre utilisées pour le suivi de la campagne agro-pastorale. Des exposés ont été faits par les techniciens du CSE sur les Généralités sur la télédétection et sur l'application de la télédétection dans le domaine de l'agriculture. Une présentation du dispositif de veille environnemental du CSE, les Caractéristiques et principes de calcul de quelques indices de végétation (NDVI et VCI), l'analyse du démarrage et de la fin de la saison, l'évaluation de la biomasse végétale, l'identification des zones à risques, l'interprétation des indices de précipitation ont été bien explicités aux participants.

Le Sénégal est un pays sahélien dont l'économie repose essentiellement sur l'agriculture. Celle-ci occupe une bonne partie de la population active avec un pourcentage de ménage agricole estimé à 49,5% (ANSD, 2014). Cependant l'influence des aléas climatiques, la dégradation des sols et l'insuffisante maîtrise de l'eau et les problèmes liés aux actions anthropiques constituent des obstacles qui freinent souvent le développement de ce secteur. Pour faire face à ces différents problèmes, de nombreuses mesures ont été prises par l'État du Sénégal et ses partenaires nationaux et internationaux. Cependant, pour une meilleure gestion des risques agricoles et pastoraux, il est important de suivre régulièrement l'évolution des ressources agro-pastorales afin de soutenir la prise de décision et de mieux orienter les producteurs agro-pastoraux.

PARTICIPATION DU CNCR AU CANADA A LA SEMAINE DES LEADERS DES ORGANISATIONS PAYSANNES PARTENAIRES DE L'UPA DI.

Du 19 au 24 mars à Montréal, le CNCR a pris part à la Semaine des leaders des organisations paysannes partenaires de l'Union des Producteurs Agricoles pour le Développement International (UPA DI). La délégation du CNCR était composée de M. Nadjirou SALL, Président du CNCR, Mme Yaram Fall, Vice-présidente chargée de la Pêche et M. El Hadji Thierno Cissé, Assistant au Coordonnateur du CNCR.

Cette mission de réflexion stratégique était motivée par le besoin d'échanger sur l'avenir de la coopération entre l'UPA DI et les organisations paysannes partenaires. Cette rencontre a également permis d'échanger sur l'agriculture familiale avec le Conseil Général et avec la Ministre du Développement International et de la Francophonie Marie-Claude Bibeau. En outre la mission a rencontré l'équipe pays Affaires Mondiales Canada (AMC). Des visites des fermes québécoises (ferme piscicole et ferme ovine) ont été faites. La mission a par ailleurs permis des échanges entre élus et élus, productrices et producteurs du Canada et des autres pays (Bénin, Burkina Faso, Haïti, Mali et Sénégal) sur diverses réalités agricoles et agroalimentaires.



Un échange sur les principaux enjeux liés à l'agriculture dans chacun des pays a permis de faire ressortir des aspects liés aux Changements climatiques, à la faible qualité des sols, les problèmes d'accès à la terre et une absence de souveraineté alimentaire. Par ailleurs, les difficultés d'accès aux financements adaptés pour les investissements agro-sylvo-pastoraux et halieutiques, la faible rentabilité des exploitations agricoles, le manque de sécurisation durable des bases productives, la vulnérabilité par rapport aux variations de prix sur les marchés et l'accès insuffisant aux résultats et aux technologies développées par la Recherche sont entre autres points sur lesquels les participants ont mené des réflexions.

Ainsi, au nom du Conseil d'Administration d'UPA DI, Monsieur Hervé DANCAUSE a annoncé aux participants que des missions seront faites sur les enjeux qu'ils ont identifiés comme principaux facteurs bloquants du développement de leur agriculture. Selon Monsieur DANCAUSE, les éléments partagés permettront à UPA DI de mieux planifier ses interventions pour les prochaines années.

Pour rappel, le CNCR et UPA DI sont en partenariat dans la mise en œuvre du programme «**Les Savoirs des Gens de la Terre**» filière arachide depuis 2017. A travers ce Programme, le CNCR soutient les exploitations familiales et promeut la solidarité paysanne entre les organisations de producteurs à la base pour une filière arachide plus prospère.

PLAIDOYER DU CNCR POUR LA NON LEVEE DE LA SUPENSION DES IMPORTATIONS DE POULET AU SENEGAL

La quatrième édition du "Week-end du poulet" s'est tenue à Dakar du 23 au 25 Mars 2018. Organisé par la Fédération des Acteurs de la Filière Avicole (FAFA) affiliée au CNCR et à l'Interprofession Avicole Sénégalaise (IPAS), cet évènement qui a lieu tous les deux ans a cette année, porté sur le thème "*Place de la filière avicole dans l'autonomisation des femmes et des jeunes*". Cette édition de 2018 a eu comme parrain feu Ndiogou Fall, ancien Président de la Fédération des Organisations non Gouvernementales (FONGS), membre du CNCR.



Prononçant le discours du CNCR, Monsieur Babacar Diop, Président de la FONGS a fait remarquer que l'aviculture est en plein essor dans notre pays avec une production de plus de 30 millions de poulets de chair selon les dernières données disponibles. Toutefois, il a alerté sur le fait que l'avenir de ce secteur peut ne pas être radieux s'il ne continue pas de bénéficier de certaines politiques de protection en l'occurrence la suspension des importations. A ce niveau, il a sensibilisé les acteurs sur les pressions et des lobbyings que notre Etat est en train de subir au niveau international pour la levée de cette mesure. Des pressions qui viennent des Accords de Partenariat Economique (APE) et de l'Organisation Mondiale Commerce (OMC). Les autres contraintes du secteur ont trait, selon lui, au foncier avec l'urbanisation galopante qui ne sécurise pas les investissements.

Autant de menaces et d'enjeux déterminants qui nécessitent une mobilisation des acteurs pour la sauvegarde de leurs intérêts.

Présidant comme à l'accoutumée cette rencontre, le Ministre de l'Elevage et des Productions Animales, Mme Aminata Mbengue Ndiaye a relevé la haute portée économique et sociale de la filière avicole et estime que sa compétitivité passera forcément par une bonne organisation des acteurs et une application rigoureuse des bonnes pratiques au niveau des différents maillons de la chaîne des valeurs. Aussi, selon le Ministre, toutes les énergies sont nécessaires afin de poursuivre la construction d'une filière avicole, solide, forte, apte à supporter la compétition internationale. Sur un autre registre, le Ministre de l'Elevage a rendu un vibrant hommage au CNCR pour son dévouement et sa fidélité dans sa mission d'appuyer le monde rural.

PARTICIPATION ACTIVE DU CNCR AU 4^{ème} ATELIER NATIONAL DE LA PLATEFORME NATIONALE DE GOUVERNANCE FONCIERE ET DIRECTIVES VOLONTAIRES

«Des pratiques locales aux politiques publiques : retour d'évidences et d'expériences de gouvernance foncière locale ». C'est le thème du 4^{ème} atelier national de la plateforme nationale sur les Directives Volontaires et la Gouvernance Foncière (DVGF) qui est un espace de dialogue qui favorise une gouvernance foncière responsable permettant notamment de répondre à la pression exercée sur les ressources naturelles qui s'est accrue ces dernières années au Sénégal. Un évènement qui a eu lieu à Dakar du 27 au 28 Mars et qui a été présidé par le Secrétaire Général du Ministère de l'Agriculture.



Un évènement qui a eu lieu à Dakar du 27 au 28 Mars et qui a été présidé par le Secrétaire Général du Ministère de l'Agriculture.

Une occasion pour le CNCR et les autres membres de cette plateforme de partager les expériences obtenues à travers la mise en œuvre au niveau local du projet avec la FAO sur « le renforcement de la diffusion et de l'opérationnalisation des Directives Volontaires ».

En effet, la mise en œuvre de ce projet a produit entre autres résultats : la production de connaissances à travers des études relatives à l'immatriculation des terres ; à la faisabilité d'un observatoire national sur le foncier ; à la capitalisation des modes d'insertion territoriale des projets agrobusiness ; à l'analyse des outils de gouvernance foncière et à l'établissement des critères et conditions d'une gestion durable du foncier. D'autre part, dans le cadre de l'opérationnalisation des DV au niveau local, des acteurs membres du COPIL ont mis en œuvre, en relation avec les collectivités locales, des outils d'aide à la prise de décision de gestion foncière (charte locale de gouvernance foncière , code de conduite pour la gestion du foncier et des ressources naturelles, grille d'analyse des projets à incidence foncière) et des outils d'inclusion foncière (Commission domaniale élargie, animateurs fonciers et des opérations d'appui pour l'obtention de titres d'affectations des terres notamment pour les femmes et les jeunes).

Cet atelier a permis de partager les résultats de ces études et les expériences de terrain pour échanger sur les enjeux et défis de la gouvernance foncière à travers trois perspectives interconnectées : i) *la sécurisation foncière des exploitations agricoles familiales* ; ii) *la promotion des investissements agricoles responsables* et iii) *la gouvernance foncière durable et équitable*.

Le CNCR qui a intervenu sur un panel concernant « la promotion des investissements agricoles responsables » est revenu largement sur les résultats et les principaux défis qui sont ressortis de la réalisation des missions d'expérimentation de sa grille d'analyse des projets d'investissements qu'il a effectuées dans les 4 régions agro écologiques du pays à savoir les zones sylvopastorale, la vallée du fleuve Sénégal, les Niayes et la zone minière.

PARTICIPATION DU CNCR A LA FORMATION SUR L'APPROCHE BASEE SUR LES DROITS DU PROGRAMME SOLIDAGRO.



Le CNCR, est responsable du volet plaidoyer du programme pour la sécurité alimentaire dans sept communes de la région de Fatick pour la période 2017-2021. Ce Programme, appuyé par la Direction Générale de la Coopération au Développement Belge, est porté par l'ONG Solidagro qui œuvre pour le droit à la nourriture pour tous.

C'est dans la mise en œuvre de ce projet qu'une mission de l'ONG SOLIDAGRO a séjourné au Sénégal du 25 au 31 mars. La délégation

était composée de la Coordonnatrice du Programme en Belgique et de la Représentante du programme au Burkina Faso.

L'objectif de cette mission était de voir l'état d'exécution du projet sur le terrain et de former les partenaires Sénégalais sur l'Approche Basée sur les Droits (ABD) et sur la méthode Most Significant Change (MSC) ou le Changement le Plus Significatif (CPS).

Par ailleurs, cette mission était aussi motivée par le besoin de permettre à la Coordonnatrice du Programme de faire connaissance avec le contexte logistique et partenarial qui pourrait lui servir dans l'organisation de la rencontre Sénégal – Burkina Faso – Mali – RD Congo – Burundi au Sénégal en 2019, dans le cadre de l'évaluation à mi-parcours.

Ainsi, les temps forts de cette mission sont marqués par une visite de l'école Santhie Berra avec la Présidente Coges-EHA et les enseignants de cet établissement. Ensuite, il y a eu la visite du Village de Bamako et une rencontre avec le premier adjoint au maire de Toubacouta qui s'est réjoui des réalisations du Programme dans sa localité notamment la lutte contre la maladie de Newcastle. Il y a également eu des Focus-groupe avec les relais, le service de l'élevage, les bénéficiaires et l'équipe de ELS. Par ailleurs, le CNCR a participé à la visite des locaux de la Fédération des GIE du programme et a assuré une Formation sur les techniques de négociation aux femmes, présidentes des GIE. C'est par la suite que l'Eglyse Luthérienne du Sénégal a procédé à la présentation du volet RODI où elle a expliqué comment les femmes ont été formées sur l'utilisation des documents comptables. Des activités qui ont permis à la délégation belge et aux partenaires de voir comment au Sénégal le Programme intègre l'approche basée sur les droits sur le terrain.

Les derniers jours de cette mission ont été consacrés à la présentation sur le TOC général du Programme du consortium et aussi à la présentation des 4 principes de l'Approche Basée sur Droits et les illustrer par des exemples des autres pays d'intervention et en faisant le lien avec le cadre logique Sénégal suivi de débats et des groupes de travail. Les participants ont également bénéficié d'une formation théorique sur le Changement le Plus Significatif (MSC).

FORTE PRESENCE DU CNCR ET DE SES FEDERATIONS MEMBRES A LA FOIRE INTERNATIONALE DE L'AGRICULTURE ET DES RESSOURCES ANINALES (FIARA)

La 19^e Edition de la Foire Internationale de l'Agriculture et des Ressources Animales (FIARA) a ouvert ses portes ce 29 Mars à Dakar et se poursuivra jusqu'au 15 Avril. En tant qu'initiateur et Organisateur de cet évènement d'envergure mondiale, le CNCR est bien présent à cette rencontre et est aussi bien représenté par ses différentes fédérations qui ont exposé de gammes très diversifiées de produits agricoles et de ressources animales. C'est le même cas pour le Réseau des Organisations Paysannes et Producteurs Agricoles d'Afrique (ROPPA) qui a grandement marqué sa présence à travers une forte délégation de producteurs et de femmes transformatrices.



Environ 800 exposants venant des 14 régions du Sénégal, de l'Afrique et du monde ont pris part à cette rencontre. Pour le volet de l'animation scientifique, le thème qui a été retenu était cette année : *«a contractualisation entre les organisations de producteurs et les industriels dans le cadre des chaînes de valeurs de chacune des différentes filières agricoles en général et particulièrement de la filière arachide»*.

Un thème d'actualité dans un contexte où les producteurs d'arachide sont confrontés à plusieurs difficultés liées à l'accès aux intrants et à des moyens de production de qualité et en quantité suffisante, mais aussi de commercialisation. Les pistes de solution qui ont été identifiées sont entre autres la restauration du Crédit Agricole et la signature de contrats fermes avec les industriels pour résoudre le problème.

En visite à la foire, le Ministre de l'Agriculture et de l'Équipement rural, Dr Papa Abdoulaye Seck, a magnifié l'internationalisation accrue de cet événement et s'est par ailleurs réjoui de la contribution de toutes les régions sénégalaises dans la riziculture.

Le CNCR a annoncé l'organisation prochaine d'une FIARA sénégalaise et à travers cette initiative, le CNCR veut simplement partager avec «les frères gambiens», toute l'expérience sénégalaise dans le domaine de l'agriculture.

L'innovation majeure de cette 19^{ème} Edition de la Fiara est la tenue de la 1^{ère} Edition du Festival dénommé «Alimentterre». Un événement organisé par le CNCR en partenariat avec SOS FAIM Belgique et Wallonie Bruxelles et durant lequel, il est prévu la projection de films, des prestations culturelles et artistiques et d'animation scientifique sur des thèmes liés à l'accaparement des terres, à l'agroécologie, aux changements climatiques et au consommateur local.